



G8 illégitime !

Le G8, un directoire mondial illégitime

Le G8 a tenu sa première réunion en 1975 à Rambouillet (France) quatre ans après la modification du système monétaire international instauré après la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de ce groupe, qui s'est toujours voulu informel, était d'être un espace de concertation entre les grandes économies mondiales. Basé sur le fonctionnement du "concert européen" du XIXème siècle, c'est-à-dire de l'arrangement entre grandes puissances afin de ménager l'équilibre des forces, le G8 est rapidement arrivé à s'imposer comme un gouvernement mondial sans mandat démocratique. Le G8 émet ainsi des recommandations sur de nombreux sujets, souvent suivies d'effets grâce à ses relais dans les organisations internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce (OMC), sans que les chefs d'État ou de gouvernement qui y sont présents aient le moindre mandat démocratique pour décider de l'avenir de la planète.

2007, toujours les mêmes mensonges

Le G8 se tiendra cette année à Heiligendamm, en Allemagne, du 6 au 8 juin. L'agenda officiel se concentre sur la stabilité du marché mondial, le développement de l'Afrique, la lutte contre le réchauffement climatique et l'approvisionnement énergétique. Comme d'habitude, ces beaux principes cachent des réalités moins glorieuses.

Stabilité du marché mondial ?

Les pays du G8, par leur soutien constant depuis les années 80 à l'émergence d'un capitalisme financier sans frontière et à un commerce mondial sans autre règle que celle de la concurrence déloyale, par leur laxisme face aux paradis fiscaux, sont les premiers responsables de l'instabilité chronique du système économique mondial actuel et des crises financières toujours plus graves que nous connaissons. Mexique, pays d'Asie du Sud-Est, Russie, Argentine : autant de crises financières et de victimes de l'irrationalité et de la brutalité des marchés financiers mondiaux ces quinze dernières années. Une lutte sincère contre l'instabilité des marchés mondiaux ne saurait éluder la question des paradis fiscaux et celle de la régulation de la finance internationale par la mise en place de taxes globales ; choses que le G8 n'aborde pourtant pas...

Lutte contre la pauvreté ?

Le G8 a été à l'origine de la mise à sac des pays du Sud par ses responsabilités dans la crise de la dette, par l'imposition, via les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI), des plans d'ajustement structurel qui ont transformé les pays du Sud en hard-discount pour multinationales, et enfin par son refus aujourd'hui de réellement mettre en place une politique d'annulation globale de cette dette. Les mesures prises ces dernières années dans le cadre du G8 n'ont été que des mesures de marketing : de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) de Cologne en 1999 aux engagements multilatéraux pris à Gleneagles en 2005, pratiquement jamais les



membres du G8 n'ont proposé autre chose que de supprimer des dettes qui n'auraient de toute façon jamais été payées, tout en maintenant les pays du Sud sous un fardeau insoutenable en reniant leurs engagements d'année en année. Fardeau qui engendre un véritable pillage des richesses du Sud, y compris financières : en 2005 les transferts nets de capitaux du Sud vers le Nord se sont élevés à 354 milliards de dollars. Aujourd'hui, ce sont les pays du Sud qui financent ceux du Nord ! Les pays du G8 n'ont pas le droit de verser des larmes de crocodile sur le sort de l'Afrique alors que, pour la première fois depuis 10 ans, l'aide au développement des pays du G8 est en baisse en 2006, et pendant que le montant de la dette des pays du Sud culmine à un triste niveau historique de 2 800 milliards de dollars.

Lutte contre le réchauffement climatique ?

Les membres du G8 ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique. Or les mesures préconisées par ceux-ci sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Les premiers pas désastreux du système européen de permis négociables montrent l'insuffisance de ce système basé uniquement sur la foi dans la régulation par le marché. La lutte contre le réchauffement climatique et la crise écologique que nous traversons impliquent une réelle mise en cause du mode de vie occidental qu'il est impossible de faire adopter à l'ensemble de la planète. Tandis que les dirigeants des pays riches nous bercent d'illusions sur la régulation par le marché et sur la promesse de lendemains qui chantent grâce à des progrès technologiques fantasmés, ils entrent dans un jeu géopolitique inacceptable de guerres et de tensions pour l'accaparement des matières premières et des dernières ressources en hydrocarbures de la planète, comme le montrent la guerre en Irak ou les chantages au gaz naturel de la Russie, ainsi que les premières tensions diplomatiques avec la Chine en Afrique.

Ce G8 doit être le dernier !

Attac demande la suppression du G8, ce directoire illégitime du monde. Attac prône une réforme radicale de la régulation internationale autour de l'ONU et des textes fondamentaux dont elle est garante (Déclaration universelle des droits de l'homme, Charte des Nations unies, conventions de l'Organisation internationale du travail...).

Attac France exige des membres du G8 des engagements clairs pour les pays du Sud :

- **L'annulation totale de la dette publique de ces pays.**
- **La transparence et le contrôle des flux financiers par des taxes globales, ainsi que la restitution des fonds détournés par les régimes corrompus et les multinationales occidentales.**
- **L'abandon des conditionnalités et des plans d'ajustement structurel.**
- **La définition d'un droit international de la dette et la création d'une instance juste d'arbitrage entre les intérêts des créanciers et des débiteurs.**
- **La suppression des subventions occidentales aux exportations vers les pays du Sud, et la reconnaissance du droit de ces pays à la souveraineté et à la sécurité alimentaires.**

C'est pour porter ces exigences qu'Attac France appelle à se rendre massivement du 1er au 8 juin au contre-sommet de Heiligendamm pour manifester notre opposition à ceux qui se prétendent les maîtres de la planète.



Attac France
66-72 Rue Marceau 93100 Montreuil tel. : 01 41 58 17 40

www.france.attac.org

Passez à l'Attac ! www.adhesion.attac.org

Manifeste altermondialiste : www.manifeste.attac.org